

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE FORMALISÉE

(articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique)

Code CPV :

Prestation d'assistance, d'accompagnement et de soutien aux professionnels et aux jeunes confiés à la DIRPJJ IDF OM par mandat judiciaire, dans une démarche de prévention de toute forme de radicalisation possiblement violente

Marché n°2024_02_RLC

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES C.C.P

Table des matières

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 – FORME ET PROCÉDURE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 6 – PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 7 – PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ	5
ARTICLE 8 – MODALITÉS ADMINISTRATIVES D'EXÉCUTION	7
ARTICLE 9 – PÉNALITÉS	8
ARTICLE 10 – LITIGES	8
ARTICLE 11 – RÉSILIATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 1 – RAPPEL DE L'OBJET DU MARCHÉ ET PRESTATIONS	9
ARTICLE 2 – MODALITÉS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3 – LA PRESTATION DE FORMATION	13
ARTICLE 4 – PRESTATION DE MÉDIATION	9
ARTICLE 5 – LA RENCONTRE ET PRISE EN CHARGE DES MINEURS OU DES JEUNES MAJEURS	11
ARTICLE 6 – LA RENCONTRE AVEC LES ÉQUIPES DE PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DE RÉUNIONS DE SYNTHÈSE	12
ARTICLE 7 – LA RENCONTRE AVEC LES ÉQUIPES DE PROFESSIONNELS DU DISPOSITIF ESOR.....	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

La Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse d'Île de France et d'Outre-Mer (DIRPJJ IDF OM) est l'une des 9 directions interrégionales de la PJJ. Ses missions portent sur l'application de la justice des mineurs, civile comme pénale, et la concertation entre les institutions intervenant à ce titre. La DIR PJJ IDF/OM intervient sur la région Île-de-France (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95) et 9 collectivités territoriales d'Outre-Mer.

En Île-de-France, la prise en charge des jeunes est assurée par 48 unités éducatives de milieu ouvert, 19 unités d'insertion, 1 service et 7 unités éducatives auprès des tribunaux, 22 unités de placement, 4 services d'interventions éducatives en établissement pénitentiaire. La DIRPJJ IDF OM conventionne également avec des structures habilitées par le Ministère de la Justice : soit 25 structures de milieu ouvert et 26 structures de placement.

La DIRPJJ IDF OM est particulièrement concernée par la prise en charge de mineurs et de jeunes majeurs inscrits dans des situations de radicalisation en raison de la présence du pôle antiterrorisme à Paris d'une part et d'un historique de maintien sur le territoire francilien de mineurs de retour de zone rapatriés des aéroports d'IDF d'autre part.

Le besoin d'appui augmente parallèlement à la recrudescence du nombre de profils touchés par une problématique de radicalisation notamment les mineurs déferés pour des faits d'association de malfaiteurs terroriste. De même, l'avancée vers l'adolescence des mineurs de retour de zone doit permettre d'organiser une réponse à leurs questionnements idéologiques. Enfin, la stratégie de prévention de la radicalisation mise en place nécessite de repérer les mineurs et jeunes majeurs traversés par des risques de vulnérabilité conséquente et pouvant se traduire par une entrée dans un processus de radicalisation violente, que ce processus ait démarré par des faits d'apologie ou non.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des charges concernent une prestation d'assistance, d'accompagnement et de soutien aux jeunes confiés à la DIRPJJ IDF OM et aux professionnels sur des phénomènes de radicalisation dont le fait politique et religieux.

ARTICLE 3 – PRESTATIONS & ALLOTISSEMENT

La DIRPJJ IDF OM entend par ce marché répondre à deux besoins :

1. L'accompagnement direct des jeunes présentant un risque de radicalisation violente dans un souci de ré-affiliation et des professionnels de la DIRPJJ IDF OM les prenant en charge ;
2. Un besoin de formation des professionnels de la DIRPJJ IDF OM.

Les prestations sont détaillées dans l'article 1 de la partie Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent cahier des charges.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L.2113-20 du Code de la Commande Publique, le présent marché est alloti comme suit :

Lot n°1 – Accompagnement des jeunes et des professionnels au risque de radicalisation violente

Lot n°2 – Formation aux professionnels de la DIRPJJ IDF OM

ARTICLE 4 – FORME ET PROCÉDURE DU MARCHÉ

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire par lot, conclu avec un montant minimum annuel et un montant maximum annuel en euros hors taxes qui ne sauraient être dépassés :

Lots	Montant mini annuel HT	Montant maxi annuel HT
1	35 000	120 000
2	5 000	35 000

Le présent marché public est conclu selon une procédure d'appel d'offres, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une période de douze mois (12) fermes à compter de la notification.

L'accord-cadre peut être reconduit deux fois (2) pour des nouvelles périodes d'exécution de douze mois (12) chacune, dans la limite d'une durée maximale de trois ans (3) à compter de sa notification.

La DIRPJJ IDF OM peut conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite. Dans le cas d'une non-reconduction, la DIRPJJ IDF OM notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. La décision est notifiée au titulaire avec un préavis de trois mois (3). Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

ARTICLE 6 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent accord-cadre est régi par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante :

6.1 - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement, signé par les deux parties, dont seul l'exemplaire conservé par la DIRPJJ IDF OM fait foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cadre de Mémoire Technique (CMT) du titulaire, signé par celui-ci.

6.2 - Pièces générales :

- Le Code de la Commande Publique, dans sa dernière version en vigueur ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, consultables via le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021158419&dateTexte=&categorieLien=id>

6.3 - Pièces en cours d'exécution :

- Les bons de commandes ;
- Les éventuels avenants venant modifier le présent accord.

ARTICLE 7 – PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ

7-1 . Le prix du marché

Le marché sera réglé par application des prix unitaires, définis au bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux prestations demandées (déplacements, préparation de la prise en charge, reproduction de documents, production d'écrits synthétique et d'analyse...). Tous les temps préparatoires en amont et en suite des réunions avec les jeunes et les professionnels ou des formations ainsi que toute production d'écrits ou de supports qui en découlera doivent être inclus dans les prix inscrits au Bordereau

des Prix Unitaires, à l'exception des rapports d'analyse approfondie mentionnés à l'article 4 du CCTP qui seront identifiés au Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix seront fermes pour la première année.

En cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix seront révisibles selon les modalités définies ci-après :

La périodicité d'application de révision du prix est annuelle (date anniversaire du marché)

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule de révision suivante :

$$P=P0 \times [0.15+0.85 \times (I/IO)]$$

Où :

P = Prix révisé

P0 = Prix initial du présent marché au mois M0

I = Dernier indice connu « incite SYNTEC » à la date anniversaire du marché

IO = Indice « SYNTEC » connu au mois M0

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base économique du mois précédant la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro »

7-2 . Le règlement du marché

Le règlement des prestations s'effectuera au constat du service fait, de façon mensuelle. Le titulaire, lors du dépôt de sa facture, devra fournir un récapitulatif des travaux réalisés.

À ces honoraires s'ajoutera le taux TVA qui sera calculé aux taux applicables aux prestations de services au jour de l'émission de la facture.

Le mode de règlement du présent marché est le mandat administratif. La DIRPJJ IDF OM pourra rectifier la facture en fonction des avances, pénalités et autres éléments applicables sur la facture, en fonction de l'exécution des prestations.

7-3 . La facturation du marché

La facturation sera établie à l'admission et après vérification de l'exécution de la prestation selon les articles 33 et 34 du CCAG-PI. Le titulaire devra adresser ses factures suivant les modalités indiquées sur le bon de commande.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, à son décret d'application du 2 novembre 2016 et à l'art. 289 bis CGI, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'État, transmettent leurs factures sous forme électronique

La transmission s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les titulaires ont le choix de saisir directement leurs factures sur le portail, ou de déposer leur facture en format .pdf. Pour l'émission de factures en nombre important, leur transmission peut se faire en échange de données informatisé (EDI). L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

Direction des finances Publiques de l'Essonne - SFACT

27 rue des Mazières – 91 011 EVRY CEDEX

ARTICLE 8 – MODALITÉS ADMINISTRATIVES D'EXÉCUTION

8.1 – Responsabilité du titulaire et confidentialité

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour une exécution des prestations conformes aux stipulations du présent cahier des charges. Le prestataire s'engage contractuellement sur l'ensemble des prestations, objet du présent marché et sur les prix qu'il propose.

Conformément aux dispositions du CCAG-PI le non-respect par le titulaire de ces obligations l'expose à une résiliation à ses torts.

Le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité. Les données recueillies par le prestataire et l'intervenant désigné dans le cadre de la présente mission ne pourront être utilisées pour son compte en dehors, dans un contexte de recherche et de publication notamment.

8.2 – Représentant du titulaire

A l'occasion de la notification de chaque bon de commande du marché, le nom et la qualité de la personne qui sera chargée de la conduite de l'étude sont indiqués par le Titulaire à la DIRPJJ IDF OM.

Le délai laissé à ce dernier pour récuser la personne proposée, avant l'engagement des prestations ou en cas de changement, est limité, par dérogation à l'article 5 du CCAG-PI, à une semaine (7 jours).

Le changement de représentant du Titulaire devra être immédiatement notifié à la DIRPJJ IDF OM.

8.3 – Passation des commandes

Les commandes sont passées par bons de commandes, signés par Monsieur le Directeur interrégional de la DIRPJJ IDF OM ou son représentant, au fur et à mesure

des besoins de celle-ci. Chaque bon spécifiera la nature de la prestation demandée et le service référent.

8.4 – Utilisation des résultats

Le prestataire s'engage à fournir des documents entièrement libres de droit. Les dispositions de l'option A du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 9 – PÉNALITÉS

En cas de retard dans la remise des écrits par rapport aux délais figurant dans le présent cahier des charges ou dans la réponse apportée par le titulaire dans le cadre de mémoire technique, il sera appliqué au titulaire la pénalité suivante :

100 euros par jour de retard.

En cas de retard dans la réalisation des entretiens ou des formations prévues, il sera appliqué au titulaire du marché la pénalité suivante :

100 euros par jour de retard.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les litiges éventuels relatifs à la formation ou à l'exécution du présent marché sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux sont seuls compétents pour régler les différents nés des relations entre le pouvoir adjudicateur et des titulaires non implantés sur le territoire métropolitain. Toute clause contraire à l'une de ces stipulations est réputée non écrite.

Les tribunaux territorialement compétents, en cas de litige, seront exclusivement ceux du lieu de situation de la DIRPJJ IDF OM.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions du CCAG-PI sont applicables au présent marché.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 – RAPPEL DE L’OBJET DU MARCHÉ ET PRESTATIONS

Les stipulations du présent cahier des charges concernent une prestation d’assistance, d’accompagnement et de soutien aux jeunes confiés à la DIRPJJ IDF OM et aux professionnels sur des phénomènes de radicalisation violente dont le fait politique et religieux.

La DIRPJJ IDF OM entend par ce marché répondre à deux (2) besoins, réparti en deux lots:

1. L’accompagnement direct des jeunes présentant un risque de radicalisation violente dans un souci de ré-affiliation et des professionnels de la DIRPJJ IDF OM les prenant en charge ;
2. Un besoin de formation des professionnels de la PJJ, qu’ils soient de terrain ou en soutien technique.

Ainsi, le présent marché est décomposé en deux lots.

LOT 1 - PRESTATION DE MÉDIATION

La DIR PJJ IDF/OM souhaite bénéficier de l’assistance et de l’accompagnement d’un ou plusieurs médiateurs des faits politiques et religieux.

ARTICLE 1 – LE PROFIL DES INTERVENANTS DE LA MEDIATION

Le ou les intervenants proposés par le prestataire dans le cadre du marché devront disposer :

- d’un diplôme sanctionnant a minima cinq années d’études supérieures en géopolitique et/ou sciences sociales des religions (une spécialisation en islamologie serait un atout) ;
- de connaissances en matière de radicalisation violente avec une sensibilité au phénomène du djihadisme ;
- d’un fort intérêt pour les nouvelles formes de radicalisation, qu’elle soient religieuse ou politique ;
- d’une expérience dans la médiation du fait politique et/ou religieux ;
- d’une capacité à engager un contre-discours et à proposer une littérature alternative.

Une grande discrétion, de la souplesse, de la réactivité et une capacité à travailler en équipe sont attendus de la part du médiateur. En tant que participant à une mission de service public, les intervenants doivent également respecter les obligations liées au cadre de neutralité et de laïcité de la fonction publique.

Un point sera fait avec le prestataire deux mois après le démarrage de la mission de chaque nouvel intervenant afin de vérifier qu’il correspond aux exigences du marché.

Le prestataire s'engage à proposer une offre continue de médiation sur l'année calendaire, les congés d'un intervenant ne pouvant justifier l'impossibilité de répondre à une sollicitation de l'administration.

En cas de changement d'intervenant, par le prestataire, en cours de marché, un délai de prévenance de deux mois est requis.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION DU LOT 1 - MEDIATION

L'intervenant intègre une approche politique et religieuse à la prise en charge des mineurs et jeunes majeurs concernés par le phénomène de radicalisation violente. Il permet le renforcement de la pluridisciplinarité autour de ces situations spécifiques.

Il participe, avec l'ensemble des professionnels concernés, à proposer des orientations et des médias adaptés au profil spécifique du jeune rencontré.

Il intervient dans 3 situations principales :

- Après des jeunes dans le cadre d'entretiens individuels ou d'entretiens collectifs ;
- Après des professionnels des services dans le cadre de réunions de synthèse ou de réunions d'équipe relatives aux jeunes suivis dans un cadre judiciaire ;
- Après d'ESOR lors des réunions d'équipe et des réunions de travail sur des outils spécifiques.

Les 3 prestations susmentionnées pouvant être commandées sont détaillées ci-après.

ARTICLE 3 – SAISINE ET DELAIS DE REPONSE

Le prestataire est saisi par courrier électronique par la DIRPJJ IDF OM ou par téléphone, en cas de besoin plus urgent de partager une information.

Le prestataire informe des disponibilités du ou des médiateurs des faits politiques et religieux pour le mois à venir dix jours ouvrés avant le début de celui-ci (« mise à disposition » de 8 dates minimum par mois).

La DIRPJJ IDF OM s'engage à proposer un calendrier rapidement et annonce dès que possible au médiateur des faits politiques et religieux les difficultés et obstacles pouvant impacter la bonne tenue d'une rencontre.

ARTICLE 4 – METHODE DE TRAVAIL ET INTERLOCUTEURS

En concertation avec le service concerné de la DIRPJJ IDF OM, la mission relative à chaque bon de commande émis débutera par la mise au point de la méthode de travail par rapport aux dispositions du marché et de l'offre du Titulaire (définition des étapes, des modes de validation de chaque étape, du calendrier prévisionnel, des temps de concertation...).

Le Titulaire s'engage à recueillir toute observation, et donner toute explication qui lui sera demandée.

Le remplacement par le titulaire de la personne désignée après chaque émission de bons de commande étant en charge de la conduite des prestations intervient conformément aux dispositions du CCAG-PI.

ARTICLE 5 – LA RENCONTRE ET PRISE EN CHARGE DES MINEURS OU DES JEUNES MAJEURS

Le mineur ou jeune majeur pris en charge par la PJJ orienté vers le médiateur peut :

- Profil 1 : Être prévenu ou condamné pour des faits d'association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste (AMT) ;
- Profil 2 : Être prévenu ou condamné pour des faits connexes à l'AMT (ex : apologie, provocation directe...) ;
- Profil 3 : Être potentiellement inscrit dans un processus de radicalisation mais prévenu ou condamné pour des faits de droit commun ;
- Profil 4 : Soumis à une vigilance au regard d'une possible radicalisation du fait de celle de ses parents, notamment s'agissant de mineurs de retour de zone.

Le médiateur est saisi par le DIRPJJ IDF OM en fonction des demandes du terrain.

Chaque jeune de profil 1 est rencontré à minima deux fois par le médiateur afin de rédiger un diagnostic.

Pour les profils 2, 3 et 4 devant aussi faire l'objet d'un diagnostic, un nombre de séances par la DIR, en lien avec l'équipe référente.

L'accompagnement propos, dans son contenu et ses modalités, à l'issue du diagnostic pour chacun des profils devra également être validé par la DIRPJJ IDF OM.

Ces entretiens se déroulent dans les locaux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (principalement au sein des Unités Educatives de Milieu Ouvert) ou du SAH.

Un écrit factuel synthétique relatant les circonstances de l'entretien, la qualité de l'échange, tant dans sa forme que son contenu, est rédigé par l'intervenant après chaque séance et adressé dans un délai raisonnable (maximum sept (7) jours ouvrés après la réalisation du dernier entretien avec le mineur ou le jeune majeur) à la DIRPJJ IDF OM. Cet écrit factuel doit impérativement indiquer la durée de l'entretien avec les jeunes.

Ces écrits factuels synthétiques sont à distinguer des rapports d'analyse approfondie fournis tout au long de l'accompagnement du jeune.

Ces rapports d'analyse approfondie prennent différentes formes :

- Un rapport de diagnostic sera réalisé après les entretiens préalables fixés pour les différents profils de jeune. Il contient des éléments d'évaluation du niveau de connaissance religieuse et politique du jeune, du niveau d'imprégnation idéologique, présence de signes de radicalisation violente et de facteur de vulnérabilité et de protection, de sa réceptivité et propose un plan d'accompagnement. Cet écrit devra être transmis dans un délai de 2 semaines à compter du dernier entretien réalisé.
- Un rapport de prise en charge doit être produit lors de la phase d'accompagnement du jeune, selon une périodicité fixée dans le calendrier de prise en charge du jeune. Il reprend les étapes et les modalités de l'accompagnement mis en place pour le jeune. Il fait état de l'évolution du jeune sur le plan de la radicalisation violente, au regard du rapport de diagnostic.
- Un rapport de bilan est réalisé à la fin de l'accompagnement du jeune. Il doit être remis à la DIRPJJ IDF OM dans un délai de deux (2) semaines suivant le dernier entretien avec le jeune suivi.

Ces rapports d'analyse approfondie ne seront jamais communiqués à l'autorité judiciaire mais des extraits pourront être repris dans des écrits pluridisciplinaires qui eux, pourront être transmis aux services judiciaires.

Dans le cadre d'entretiens collectifs (plusieurs jeunes) dont les modalités seraient précisées par la DIRPJJ IDF OM, un rapport-bilan devra être établi dans un délai de deux (2) semaines suivant le dernier entretien. Il devra faire état de la qualité et de la quantité de ces entretiens.

ARTICLE 6 – LA RENCONTRE AVEC LES ÉQUIPES DE PROFESSIONNELS DE LA DIRPJJ IDF OM

Le titulaire pourra être amené à rencontrer les équipes de professionnels selon deux modalités :

1. La rencontre des équipes de professionnels terrain dans le cadre de réunion de synthèse ;
2. La rencontre avec les équipes du dispositif ESOR.

Ces réunions se tiendront en présentiel ou par visioconférence.

Article 6.1 – Les équipes terrains

À la demande de la DIRPJJ IDF OM, l'intervenant pourra donc participer aux réunions de synthèse concernant les jeunes rencontrés en entretien. Les interactions avec les équipes de professionnels de terrain dans le cadre de réunions de synthèse comprennent :

- Les échanges avec les professionnels mandatés dans le cadre de la prise en charge du jeune en amont ou en aval de la rencontre avec le jeune ;
- Le croisement des informations et regards sur la situation du ou des jeunes ;
- à définir des orientations adaptées à la situation du jeune et l'apport de clés de compréhension du profil.

Le médiateur pourrait être sollicité pour apporter un appui technique aux équipes de manière décorrélée d'une prise en charge individualisée (par exemple pour aider au repérage de signes de radicalisation violente).

Article 6.2 - ESOR

Aussi, le titulaire pourra rencontrer les équipes du dispositif ESOR. ESOR (Equipe de soutien opérationnel régional) est un dispositif de service public de la DIRPJJ IDF OM créé en 2017. Il est composé d'une coordinatrice, d'éducateurs, d'un médiateur des faits politiques et religieux et d'un psychologue.

Ainsi, l'intervenant pourra participer à des temps de travail avec l'équipe ESOR de la DIRPJJ IDF OM, notamment les réunions hebdomadaires et les ateliers thématiques qui ont lieu à minima une fois par année.

Les réunions hebdomadaires doivent permettre de s'articuler pluridisciplinairement dans le cadre de la prise en charge individuelle du jeune.

S'agissant des ateliers thématiques, l'intervenant apportera sa connaissance et son expérience pour étayer les professionnels sur les thématiques choisies en équipe (prise de parole en audience, prise en charge psychologique dans le cadre de la radicalité, travail avec les parents de mineurs mis en examen pour association de malfaiteurs terroristes etc.)

ARTICLE 7 – BILAN BI-ANNUEL DE LA PRESTATION

Un bilan est sollicité par la DIRPJJ IDF OM, mais aussi par le titulaire, tous les six (6) mois afin de rendre compte et d'analyser l'exécution des prestations. Le titulaire devra être en mesure de fournir tous les éléments permettant d'apprécier du bon déroulé de la prestation et des résultats satisfaisants.

LOT 2 – LA PRESTATION DE FORMATION DES PROFESSIONNELS

ARTICLE 1 – LE PROFIL DES INTERVENANTS

Le ou les intervenants proposés par le prestataire dans le cadre du marché devront disposer :

- d'un diplôme sanctionnant a minima cinq années d'études supérieures en géopolitique et/ou sciences sociales des religions (une spécialisation en islamologie serait un atout) ;

- de connaissances en matière de radicalisation violente avec une sensibilité au phénomène du djihadisme ;
- d'un fort intérêt pour les nouvelles formes de radicalisation, qu'elle soient religieuse ou politique ;

De plus, l'intervenant doit disposer d'une expérience en formation et maîtriser le cadre d'emploi de la fonction publique notamment en matière de laïcité (guide DGAFP sur la laïcité) et avoir une bonne connaissance des enjeux propres à la PJJ.

Un point sera fait avec le prestataire deux mois après le démarrage de la mission de chaque nouvel intervenant afin de vérifier qu'il correspond aux exigences du marché.

En cas de changement d'intervenant, par le prestataire, en cours de marché, un délai de prévenance de deux (2) mois est requis.

ARTICLE 2 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le prestataire est saisi par courrier électronique par la DIRPJJ IDF OM ou par téléphone.

La DIRPJJ IDF OM s'engage à effectuer autant que possible une planification du calendrier des formations. Des sollicitations ponctuelles hors planification peuvent toutefois survenir.

Pour les prestations de formation planifiées, à saisine du prestataire pour un projet de formation, ce dernier devra être en mesure de proposer un formateur et une date dans un délai qui n'excédera pas les 3 mois à compter de la saisine.

Pour les sollicitations ponctuelles hors planification, le titulaire dispose d'un délai de 2 semaines à compter de la saisine pour proposer un formateur et une date.

Le remplacement par le titulaire de la personne désignée après chaque émission de bons de commande étant en charge de la conduite des prestations intervient conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Un bilan est sollicité tous les six mois de la part du prestataire pour s'assurer de la bonne réalisation et exécution des prestations.

En concertation avec la DIRPJJ IDF OM sur des thématiques de formation particulières, le titulaire devra se mettre en lien avec le service concerné pour l'organisation d'une table ronde et de travaux préparatoires à cette formation.

Le Titulaire s'engage à recueillir toute observation, et donner toute explication qui lui sera demandée.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS

Les formations sont organisées par la DIR IDF-OM, en lien avec l'actualité des prises en charge. La DIRPJJ IDF OM précise pour chaque formation les objectifs et le format attendus. Elles pourront être de trois (3) types :

- des modules de formations dites classiques, animées et portées par le prestataire seul ;
- des modules de formations co-préparées et co-animées avec les professionnels de la DIRPJJ IDF OM (dont ESOR) ;
- une intervention à titre de formateur expert dans un cadre de formations internes.

Les formations auront forcément lieu dans un site francilien de la DIRPJJ IDF OM.

Le prestataire identifie au sein de sa structure le formateur le plus à même de répondre au besoin de la DIRPJJ IDF OM. Il sera, avant tout début d'exécution de la prestation, proposé par le titulaire à la DIRPJJ IDF OM. Le formateur devra être validé par la DIR sur la base de deux (2) contrôles :

- Par la Direction des Missions Educatives au regard du contrôle de probité effectué ;
- Et par la chargée de mission laïcité et citoyenneté de la DIRPJJ IDF OM sur le fond.

L'objectif est de permettre aux professionnels de la DIRPJJ (éducateurs, responsables d'unité éducative, psychologues) :

- D'avoir une connaissance empirique des phénomènes de radicalisation violente ;
- D'approfondir de manière transversale ou thématique la connaissance du phénomène ;
- De permettre l'appréhension des ressources de la DIRPJJ IDF OM et de participer au cadre juridique de prise en charge.

Le programme détaillé de la formation est proposé à la DIRPJJ IDF OM au minimum 10 jours avant la date de tenue de la formation.

Un questionnaire à destination du public formé devra être réalisé par le titulaire afin d'évaluer la qualité de la formation dispensée et devra être communiqué dans les 72 heures suivant la session de formation à la DIRPJJ IDF OM.